

ENTRETIEN DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING AVEC M. LOUIS PAUWELS POUR "LE FIGARO-MAGAZINE", SUR LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, LE 28 FÉVRIER 1981

28 FEBRUARY 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, ce n'est pas à l'éventuel candidat que je m'adresserai, mais au chef de l'Etat. Cependant, la campagne pour les élections présidentielles a déjà commencé, du moins partiellement. Du lieu où vous l'observez, estimez-vous qu'elle se déroule de manière à éclairer les Français ?

- LE PRESIDENT.- Non ! Absolument pas. Jusqu'à présent, la précampagne se déroule à "volets fermés". Comme si le monde extérieur n'existait pas, avec ses menaces et ses risques considérables. Comme si notre vie quotidienne n'était pas affectée par divers événements, eux-mêmes très largement déterminés de l'extérieur. Pour les Français, il n'est pas possible dans ces conditions de faire le choix essentiel. Or, il s'agit d'élire le président de la République, et non de discuter tel ou tel point de notre législation en ignorant les données fondamentales de notre situation intérieure et du monde extérieur.

- Au-cours de cette précampagne un risque et une tentation sont apparus. Le risque consiste dans le retour à l'instabilité politique. Il consiste à croire que des décisions purement politiques, des changements de personne ou d'équipe, suffiraient à régler les problèmes de fond ou à répondre aux aspirations de telle ou telle catégorie. Le risque, c'est aussi celui du désordre. Pendant sept ans, je me suis efforcé de maintenir la France dans l'ordre. Il n'y aura pas eu de mai 1978 ! Toutes les élections ont eu lieu à leur échéance normale : pas de dissolution. En sept ans, il n'y eut qu'un seul changement de Premier ministre, en dépit des difficultés politiques et économiques.

- Or, il existe des choix qui entraîneraient un désordre dans la vie quotidienne, dans la vie politique, dans l'économie, dans les entreprises. La tentation consiste à s'imaginer que, dans ce désordre, telle ou telle catégorie pourrait espérer trouver un avantage particulier oucatégoriel.

- En un mot, voici ma conviction : si la France cède à la tentation de l'instabilité politique ou si elle prend le risque du désordre, elle est perdue !\

QUESTION.- En ce qui concerne la situation économique et sociale, les critiques essentielles adressées au Gouvernement portent sur le chômage et sur l'inflation. Ces deux difficultés sont-elles inhérentes à l'économie moderne ? Ou ne sont-elles que transitoires ? Des remèdes existent-ils ?

- LE PRESIDENT.- Si l'on considère les jugements que les Français portent sur la politique suivie au-cours des dernières années, on est conduit à formuler deux observations frappantes. D'abord les Français approuvent presque toutes les politiques suivies, par exemple la politique énergétique, la politique de défense, l'action en faveur des personnes âgées ou la réduction des inégalités, entre autres.

- Mais il y a deux exceptions de taille : l'inflation - la hausse des prix en langage courant - et le chômage. Le public ne condamne pas les politiques suivies - il en approuve au contraire les orientations - mais il manifeste son mécontentement devant deux situations : la hausse des prix et le chômgé.

- A cet égard, une querelle est inutile : celle qui consiste à savoir quel phénomène, du chômage ou de l'inflation, est la cause de l'autre £ à Byzance, on se demandait déjà si lesprêtres devaient ou non porter la barbe. En fait, les deux éléments sont indissociables. Il est toujours possible de réduire l'un en accroissant l'autre. Par exemple, on pourrait réduire massivement le taux d'inflation, mais en acceptant 500000 chômeurs de plus. Une politique monétaire restrictive pourrait aboutir à ce résultat.\

`Réponse`

- A très court terme, il est également possible de réduire le chômage en accroissant l'inflation. En Grande-Bretagne, les travaillistes ont suscité une demande artificielle pendant quelques mois, mais en augmentant l'inflation. Ils ont créé une activité économique provisoire, mais sans régler au bout du compte aucun problème d'emploi. Bien au contraire ! La France a choisi, elle, la -recherche d'une solution équilibrée : le maintien de l'activité et de l'emploi, et donc la diminution du chômage, en même temps que la réduction progressive de l'inflation. Cette solution, elle était en voie de l'obtenir : considérez la situation à mi 1978. L'inflation était tombée au-dessous de 10 %. L'accroissement du

nombre des demandeurs d'emplois, sur une année, était pratiquement nul.

- Mais les hausses répétées du prix du pétrole - sept depuis le début 1980 - se sont produites. Ce n'est pas la seule cause de l'inflation bien sûr, mais cette cause a agi sur des organismes déjà minés par la crise : d'où une recrudescence de l'inflation, et du chômage. Elle a joué dans tous les pays et souvent plus que dans le nôtre. Mais il est vrai que l'opinion française l'a ressentie en profondeur.

- Aujourd'hui une action combinée est nécessaire sur les deux éléments, chômage et inflation. Nous n'avons pas suivi la politique extrême qui eût consisté à "casser" l'inflation à n'importe quel coût social. Je le répète.

- Car la politique du freinage brutal, c'est l'antichambre du Front populaire £ ou l'antichambre du programme commun effectivement appliqué ! Nous devons maintenir au tout premier rang le rétablissement de la situation de l'emploi, la réduction du nombre des chômeurs. Cette action comporte une série d'initiatives. J'ai demandé au Premier ministre de les préparer. Il vient d'annoncer, mercredi, un ensemble important de mesures. Ce n'est qu'une première étape.\

QUESTION.- Restons dans le domaine économique et social. Vous avez proposé un projet pour la France, le "libéralisme avancé". Maintenez-vous aujourd'hui la formule ? A cet égard, nous avons entendu bien des critiques : dirigisme excessif, socialisation grandissante, fiscalité pesante. Si je tiens compte de ces critiques, je dois vous poser la question suivante : dans quelle mesure le libéralisme avancé se distingue-t-il de la social-démocratie ?

- LE PRESIDENT.- Le libéralisme avancé se distingue fondamentalement de la social-démocratie, car son objectif principal n'est pas le même. Pour le libéralisme avancé, l'objectif fondamental, c'est la liberté dans tous les domaines. Tandis que le but de la social-démocratie est une organisation semi-collectiviste de la société. Entre une société orientée vers la social-démocratie et une société orientée vers le libéralisme avancé, il peut y avoir des points communs, mais les différences sont considérables.

- Sachez que la France est considérée dans le monde comme un exemple de liberté. Nous pouvons développer ce point si vous voulez. Dans notre pays, la liberté d'expression est totale, et je suis bien placé pour le savoir. Aucun journaliste, aucun homme politique n'a jamais été "écouté `écoute téléphonique" depuis sept ans. Nos adversaires s'abstiennent soigneusement de le dire.

- En-matière économique, la décision la plus importante prise depuis 1945 a consisté à décider la liberté des prix. Toutes les autres décisions étaient moins essentielles. En décidant la liberté des prix, au printemps de 1978, nous sommes passés, en vérité, d'un système économique à un autre.\

QUESTION.- Vous avez affirmé que vous aviez pour dessein de réduire les inégalités. Les Français paraissent hantés par la question de l'égalité. Ma question comporte deux aspects. Est-il vrai que la France, comme on l'a dit, soit un des pays les plus inégalitaires ? Deuxièmement, s'il convient de réduire les inégalités, jusqu'où convient-il de les réduire ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, il est faux que, dans les démocraties occidentales, la France soit une nation particulièrement inégalitaire. En réalité, la France se trouve dans une situation moyenne. Ailleurs, dans d'autres pays, il existe de bien plus grandes fortunes qu'en France, et aussi des familles bien plus pauvres, y compris aux Etats-Unis. Chacun le sait.

- Second aspect de la question : s'il faut réduire les inégalités excessives, je n'ai jamais été partisan d'une société "égalitarienne", nivelant les conditions de vie. Ce serait absurde.

- QUESTION.- C'est le but de la social-démocratie.

- LE PRESIDENT.- De la social-démocratie scandinave. Pour moi, non. J'ai toujours pris soin de dire qu'il faut réduire les inégalités "excessives", celles qui ne trouvent pas leur justification dans un effort particulier de l'individu, dans ses aptitudes à créer, à inventer. Or, il est important de noter que de 1974 à 1979 les inégalités excessives les plus importantes dans la vie sociale se sont réduites, celles qui touchaient les personnes âgées, les travailleurs à bas salaires, les femmes seules. Tel est le sens de l'évolution.

- Au-cours de la période antérieure, notamment durant la période d'enrichissement de la France, les inégalités s'étaient au contraire accentuées, ce qui fut à l'origine de la situation de 1968, qui ne s'est pas reproduite de mon temps. Depuis 1974, il y a eu réduction des inégalités excessives. C'est un fait vérifiable.\

QUESTION.- A vos yeux, sur les plans économique et social, quel est le bilan positif du septennat ?

LE PRESIDENT.- Cette question s'adresserait à un candidat. Sur le plan social, je citerai la

- LE PRESIDENT.- Cette question s'adresserait à un candidat. Sur-le-plan social, je citerai la transformation de la situation des personnes âgées et, sur-le-plan économique, la création des conditions de l'indépendance énergétique de la France.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je vous citerai deux fois. A Verdun-sur-le-Doubs, vous avez déclaré que l'on n'avait pas suffisamment parlé de la situation de la France au-cours de la campagne pour les élections législatives. En 1974, vous disiez avoir regardé la France au fond des yeux. Cette France, comment la voyez-vous aujourd'hui ? A-t-elle changé ? Changera-t-elle plus encore ?

- LE PRESIDENT.- Elle a changé. En bien, d'abord, elle a mis de l'ordre chez elle: dans son système éducatif : dans son armée £ dans ses grandes institutions nationales £ dans son économie. La France est plus solide qu'elle ne l'était et elle a commencé, depuis trois ou quatre ans, une préparation intense et sérieuse de son avenir dans bien des domaines. Elle a donc évolué, et positivement évolué. Cependant, elle reste fragile politiquement. Voilà un sujet de grande préoccupation pour moi. Dans les mois à venir, la France pourrait jouer un grand rôle sur-le-plan international. Elle est l'interlocuteur désigné, pour l'instant, des deux grandes superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique `URSS` - les raisons en sont d'ailleurs différentes. Interlocuteur des Etats-Unis, nous l'avons vu avec l'entretien téléphonique du président REAGAN la semaine dernière £ de l'Union soviétique aussi, j'ai eu l'occasion d'en témoigner.\

QUESTION.- Qu'est-ce qui rend fragile notre pays ?

- LE PRESIDENT.- Deux éléments : la profondeur de ses divisions £ l'excès des querelles et des rivalités de personnes.

- QUESTION.- Il en a toujours été ainsi.

- LE PRESIDENT.- Oui. Mais lorsque la France était une super-puissance, elle pouvait se payer ce luxe. Quand on est une puissance qui doit s'imposer, il en va autrement.

- QUESTION.- L'influence des partis a-t-elle augmenté ou régressé au-cours du septennat ?

- LE PRESIDENT.- Malheureusement, elle a augmenté. Nous assistons à la lutte permanente des partis contre les institutions politiques. Ces partis sont peu représentatifs, si vous considérez leurs effectifs, mais ils sont aussi les seuls à s'exprimer dans des organes nationaux, dans les médias, les seuls à tenir des congrès. On entend qu'eux. Et pourtant, chaque fois que la France subit une grande épreuve nationale, les partis disparaissent. En 1939 - 1940, leur naufragefut total. Au lendemain de 1958, ils ont disparu devant le problème de l'Algérie et la crise des institutions. Ils ont complètement disparu également au lendemain de 1968.

- Dans une période calme, les partis manoeuvrent vers le pouvoir\

QUESTION.- Dans votre livre Démocratie française, vous placiez votre espoir dans l'existence d'un grand groupe central. Depuis sept ans, ce grand groupe central des Français s'est-il élargi ? Ou réduit ?

- LE PRESIDENT.- Il s'est élargiet consolidé. Voyez vos enfants ou ceux de vos amis, et leurs camarades. La jeunesse française est plus homogène que la jeunesse des générations précédentes, qu'il s'agisse du cadre de vie ou de la manière de vivre quotidienne.

- Considérez deux exemples. En 1974, on construisait une maison individuelle pour trois logements, on en construit deux sur trois en 1980. Leurs propriétaires entrent dans le groupe central. J'ai aussi réussi à faire passer, au-prix d'un effort tenace, une loi relative à la distribution gratuite d'actions aux salariés. Elle intéresse un million de personnes qui appartiendront progressivement au groupe central. Ce groupe n'a pas encore acquis son identité culturelle, sociale ou politique mais, sociologiquement, il est en voie de formation. Beaucoup de vos lecteurs entrent certainement dans cette catégorie.\

QUESTION.- J'en viens à la situation de la France dans le monde. Dans le domaine de la politique internationale, la grande crainte des Français, à tort ou à raison, c'est la menace soviétique sur l'Europe. Ils doutent de la capacité de la France et de l'Europe à assurer leur indépendance.

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas sûr que ce soit là la plus grande crainte des Français. Leur première crainte, c'est la guerre et la destruction. Si une guerre se déclenche dans le monde, elle se déroulera, une fois de plus, en Europe occidentale, où l'accumulation et la concentration des armements sont telles que ce serait la fin de l'Europe occidentale, une fin plus ou moins glorieuse, mais la fin tout de même.

- QUESTION.- Disons alors que la seconde crainte des Français, c'est une "finlandisation".

- LE PRESIDENT.- Je n'aime pas le mot "finlandisation", que les Finlandais eux-mêmes détestent. Ils se

trouvent dans une situation géographique et diplomatique difficile et ils sont parvenus à concilier une authentique indépendance nationale avec les données de leur voisinage. Les Finlandais ressentent le mot "finlandisation" comme une insulte.\

QUESTION.- Il n'empêche - et je me répète - que les Français doutent de la capacité à assurer leur indépendance.

- LE PRESIDENT.- Il fallait d'abord que la France ait une défense forte. Or, elle aura, en 1981, et plus encore en 1985, la puissance militaire la plus forte, et de loin, de son histoire. Nous sommes en train d'expérimenter une fusée `nucléaire` M4 à têtes multiples pour les sous-marins stratégiques. La France possédera, en 1985, la plus forte puissance militaire qu'elle ait jamais eue.

- QUESTION.- On ne le sait pas. On ne le sait pas, ou on ne le croit pas.

- LE PRESIDENT.- Pourtant je le dis ! Nous avons décidé de nous doter des armes les plus modernes £ nous avons mené toutes les expérimentations nécessaires. Cela a été dit et publié. Certes, nous savons que notre sécurité repose sur une alliance dont nous sommes un partenaire à part entière, et non pas un simple sujet. Nous avons d'ailleurs pu vérifier les conditions de son fonctionnement dans plusieurs situations de crise. La France veut être et doit être un interlocuteur de la paix. Je sais que lorsqu'on emploie le mot paix, certains l'assimilent - en se référant à des expériences telles que celle de Munich - aux notions de résignation ou d'abandon national. Mais il ne s'agit pas de cela. La -recherche de la paix consiste à étudier toutes les possibilités de règlement des problèmes avant que leur solution ne devienne catastrophique. S'il faut se défendre, nous le ferons £ mais, auparavant, nous devons tout faire pour explorer les autres possibilités.

- Vous savez bien, puisque vous les avez interrogés, que les dirigeants américains emploient, à propos de la politique que la France a menée au-cours de ces dernières années, le mot de virilité. C'est le seul pays du monde à l'égard duquel ils utilisent ce terme. Chez nous, certains croient que la fermeté consiste à taper d'un petit poing rageur sur la table du Café du commerce ! Pour quoi faire ? Pour effrayer qui ? La fermeté consiste à mener une politique à un haut niveau, en définissant clairement ses objectifs, et en se dotant des moyens d'action appropriés.\

QUESTION.- Un courant neutraliste se manifeste actuellement en Europe, non seulement en Belgique et en Hollande - les Américains le savent et le disent - mais également en république fédérale d'Allemagne, où il touche le SPD comme la démocratie chrétienne. Cela vous préoccupe-t-il ?

- LE PRESIDENT.- Je suis très préoccupé de cette évolution. L'une des plus mauvaises impressions que j'ai retirées du dernier Conseil européen est d'avoir entendu exposer des thèses neutralistes par certain chef de gouvernement.

- QUESTION.- La France peut-elle agir ?

- LE PRESIDENT.- Elle ne s'en fait pas faute. Dans ce vaste pays que représente la république fédérale d'Allemagne `RFA`, il existe une opinion publique nombreuse, au-sein de laquelle cohabitent divers courants dont celui que vous avez mentionné. Je suis convaincu que la grande majorité de la population allemande n'est pas neutraliste. Et nous l'avons vérifié avec le chancelier fédéral, lors du dernier sommet franco - allemand. En revanche, je reconnais que des dirigeants d'autres pays européens tiennent des propos neutralistes.\

QUESTION.- Apparemment, je vous ai quelque peu choqué en disant tout à l'heure : "On ne le sait pas ou on ne le croit pas". Cependant, je dois bien constater, quand je parle à des gens, à Paris, comme en Province, qu'il y a un manque d'information sur ces questions de défense qui sont essentielles.

- LE PRESIDENT.- En-matière militaire - puisque c'est de cela qu'il s'agissait - l'information me semble bien assurée, notamment grâce à la télévision. Lorsque j'ai été élu Président de la République, je vous rappelle qu'il existait des comités de soldats dans l'armée et qu'on distribuait des tracts antimilitaristes aux permissionnaires dans les gares parisiennes. Nous avons pris les mesures nécessaires, et il n'y en a plus aujourd'hui. C'est heureux, car il ne saurait y avoir d'armée apte au combat avec des comités de soldats en son sein.

- Tout le monde a également eu connaissance des décisions que j'ai prises en faveur de l'armement stratégique que constitue la fusée `nucléaire` M4 à têtes multiples. La décision de fabrication a été arrêtée il y a plusieurs années, et elle concerne des programmes qui mettent dix ans à être réalisés.\

QUESTION.- Le destin de la France est indissociable de celui de l'Europe. Croyez-vous au réveil de la

conscience européenne ?

- LE PRESIDENT.- Malheureusement pas aujourd'hui. Il est nécessaire de ne pas oublier, tout au long de cet entretien, que nous vivons dans une période de crise économique et sociale grave. Celle-ci frappe nombre de situations, et elle influence profondément les esprits. C'est ainsi que la construction européenne a rencontré de sérieuses difficultés.

- QUESTION.- Est-ce irrémédiable ?

- LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas, mais il s'agit d'un problème de culture. L'identité européenne naîtra grâce à la culture, et non par de vagues combinaisons de lois électorales ou des discussions sur des budgets communautaires.\

QUESTION.- Si vous permettez, revenons à vous-même. L'idée que vous vous faisiez de la fonction présidentielle lorsque vous êtes entré à l'Elysée a-t-elle évolué en sept ans ?

- LE PRESIDENT.- Elle n'a pas changé ! Il faut dire que j'ela connaissais avant. Je l'avais vue exercer par le général de GAULLE et le président POMPIDOU !

- QUESTION.- Votre septennat n'a pas modifié votre sentiment sur la -nature et le style de cette fonction ?

- LE PRESIDENT.- Non.

- QUESTION.- Inversons les termes de la question. L'exercice de cette fonction vous a-t-il modifié vous-même ?

- LE PRESIDENT.- Certainement oui. Il est impossible d'exercer quelque fonction que ce soit pendant sept ans sans en subir l'influence. J'ai d'abord constaté qu'il fallait du temps pour apprendre. Deux ou trois années sont nécessaires pour assimiler le fonctionnement de tous les rouages. Il faut tout avoir fait au-moins une fois pour commencer à dominer le sujet !

- J'ai ensuite relevé l'importance des rapports avec les hommes, et les jugements qu'il convenait de porter sur eux. Je vous laisse imaginer ce que j'ai parfois ressenti à cet égard.\

QUESTION.- Avez-vous découvert l'existence d'une "anti-France" en France, selon l'expression d'un de vos prédécesseurs ?

- LE PRESIDENT.- Je n'aime pas l'expression "parti de l'étranger" £ il n'existe pas un tel parti. En revanche, il ya des hommes qui ont, en effet, des réflexes anti-France, et qui pratiquent le dénigrement systématique de toute action conduite au nom de notre pays. Je ne sais si cela procède chez eux d'une vieille hostilité contre le pouvoir qui seserait dévoyée, ou si cette attitude découle du souvenir de la période où la France était tellement puissante que l'on pouvait se permettre d'agir ainsi sans conséquences. Chacun d'entre vous peut vérifier l'existence de tels comportements.

- Lorsqu'un désaccord nous oppose à un autre pays, certains déclarent ou écrivent aussitôt : "La France n'a pas réussi à faire prévaloir son point de vue", ou encore : "Les Moldaves n'approuvent pas la position de la France" ! Ils pourraient au contraire écrire : "La France n'approuve pas la position de la Moldavie" !

- Lorsque apparaissaient certaines divergences entre la France et les Etats-Unis, les mêmes personnes indiquaient automatiquement que les Américainsétaient déçus de l'attitude de la France. Il serait pourtant tout aussi simple de dire que la France était déçue par l'attitude des Etats-Unis. Vous les reconnaissez à leurs réactions : ce sont les hommes de l'anti-France.

- QUESTION.-Le général de GAULLE disait : "Les intellectuels sont toujours contre l'Etat". Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Il s'agit de tout autre chose. Il convient de distinguer l'opposition à l'Etat dans un pays où le pouvoir est ancien ettrès centralisé - ce qui ne constitue nullement une faute nationale - et l'attitude "antifrançaise" qui correspond au slogan : "C'est mon pays, donc il a tort "\

QUESTION.- La Constitution de la Vème République, qui donne de grandes responsabilités au président de la République, vous paraît-elle la meilleure garantie de la démocratie ?

- LE PRESIDENT.- C'est bien la seule ! La question est de savoir si elle est solide. Il n'existe entre la désorganisation politique de la France et la situation actuelle que le mince rempart des institutions. J'ai longtemps cru qu'il pouvait y avoir aussi celui de quelques hommes mais, à force d'écouter leurs déclarations et d'observer leur comportement, je le crois plus. Nous verrons si ce rempart est suffisamment efficace.

QUESTION.- La complexité des problèmes exige, pour la conduite d'une nation, une réflexion et une

- QUESTION.- La complexité des problèmes exige, pour la conduite d'une nation, une réflexion et une politique à long terme. La durée du mandat présidentiel vous paraît-elle bien adaptée à cette nécessité du long terme ?

- LE PRESIDENT.- Le débat est ouvert sur cette question, qui mérite une réflexion approfondie, car elle comporte des éléments contradictoires. Il est d'abord indéniable qu'une longue durée est nécessaire & même sept ans ne suffisent pas pour voir aboutir des actions que l'on a engagées. Tel sera le cas du programme relatif à la fusée à têtes multiples, ou celui de l'équipement électronucléaire de la France. En revanche, il est tout aussi indéniable qu'un besoin de renouvellement de la société se manifeste constamment dans de nombreux domaines. Cela dit, plusieurs questions sont posées.

- Il faut, par exemple, examiner si la même personne peut être réélue indéfiniment, ou s'il est sage de limiter le nombre de mandats. En raccourcissant la durée du mandat, il faut savoir qu'on oriente le pays vers une présidentialisation certaine du système politique. Dans le cas où la France connaîtrait une élection présidentielle tous les cinq ans, il est évident que le seul personnage qui influencerait sur la vie politique française serait alors le président de la République.

- Les arguments sur le sujet sont contradictoires & mais, je le répète, la réflexion reste ouverte. J'observe d'ailleurs que ceux qui prônent, aujourd'hui, le raccourcissement du mandat présidentiel sont les mêmes qui ont voté contre, lorsqu'un gouvernement, dont je faisais partie, l'a proposé en 1972. Singulière logique !\

QUESTION.- Vous avez évoqué la nécessité d'une croyance collective comme ciment de toute société. Croyez-vous qu'elle existe dans notre pays apparemment si divisé ?

- LE PRESIDENT.- Actuellement, elle est insuffisante en France. Dans notre pays, il s'est souvent agi d'une croyance collective de survie : elle est forte dans les temps de guerre, d'invasion, d'occupation ...

- QUESTION.- "Le patriotisme, passion qui ne se connaît que dans la douleur", disait MONTHERLANT. Est-ce du patrimoine dont vous parlez ?

- LE PRESIDENT.- Oui ! Le sentiment patriotique français reste fort et je suis persuadé, malgré certains sondages, que, si l'on faisait appel à lui, en-cas-de nécessité, il saurait se manifester.

-En revanche, dans la vie courante, la croyance collective des Français est malheureusement faible. La preuve en est que l'on constate des oppositions, non seulement entre les familles politiques, mais également des affrontements à l'intérieur de ces familles politiques. Cela n'existerait pas si la croyance collective était suffisamment forte. D'où mes appels répétés à l'unité ! Car je pense que la division est une faiblesse qui handicape toutes nos possibilités nationales.\

QUESTION.- Les Français ne se connaissent réellement comme tels que dans les épreuves. Cela est inexplicable ...

- LE PRESIDENT.- Le patriotisme français présente un caractère particulier : il s'agit de ce que j'appellerai un patriotisme des frontières, qui se manifeste lorsque nos concitoyens sentent qu'une menace pèse sur eux, sur leur identité nationale, sur leurs frontières. Pendant l'hiver 1944 - 1945, alors que beaucoup de personnages - dont certains sont encore aujourd'hui des dirigeants politiques - discutaient entre eux à Paris, des jeunes gens, dont moi-même, se battaient aux frontières pour libérer des provinces encore occupées par l'ennemi. Car des provinces encore occupées, cela nous était, d'instinct, insupportable.

- Actuellement, aucune menace ne pèse directement sur nos frontières & les Français ne se sentent pas attaqués, c'est pourquoi le patriotisme ne trouve pas matière à s'exprimer. Il faut développer le sentiment commun des Français, faire que dans dans le monde qui vient ils aiment vivre ensemble, se sentir côte à côte, en poursuivant des objectifs communs.

- QUESTION.- Mieux encore : avec un grand projet. Mais d'où pourrait naître un vrai grand projet ?

- LE PRESIDENT.- Aucun projet d'envergure ne sortira jamais à cet égard des sphères politiques. Lorsque les politiciens l'évoquent, il ne s'agit que d'un attrape-nigaud, car ils n'y voient qu'un gadget susceptible de le\

QUESTION.- Vous avez dit un jour que vous recherchiez vainement dans le monde "une nouvelle lueur de civilisation". Cette nouvelle lueur, l'apercevez-vous aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- L'un des grands intérêts de la fonction que j'exerce est de raisonner dans la durée. L'année dernière, j'ai rendu visite à deux grandes civilisations mondiales, en me rendant en Inde, en début d'année, et en Chine, à l'automne. Durant toute l'année, j'ai lu des ouvrages relatifs à l'histoire de

ces civilisations depuis leurs origines. Lorsqu'on occupe de hautes responsabilités à la tête de l'Etat, on ne doit pas vivre dans la myopie du quotidien. Il faut savoir si, dans la période où l'on vit, quelque chose se crée, si une société se défait ou se perd, ou si, au contraire, elle progresse.

- Mon grand espoir est de faire en sorte que la société française voie jaillir la lueur d'une nouvelle civilisation. Certains signes me semblent encourageants. Je pense d'abord au signe que constitue le renouveau spirituel et culturel. Je sais, certes qu'il y a une baisse de fréquentation des pratiques religieuses en France £ mais il est indéniable que ceux qui continuent à pratiquer connaissent une intensification de leur croyance. De même, le voyage qu'a accompli, au printemps dernier, le pape dans notre pays représente un signe positif, non par le succès de curiosité qu'il a suscité, mais parce que les Français ont senti qu'il apportait une possibilité de renouveau de la croyance spirituelle. L'intensité spirituelle se retrouve également au-sein des églises protestantes.

- L'autre signe est la vitalité démographique et biologique qui s'affirme dans la jeunesse française. Vous avez sans doute tous été frappés par la vivacité des jeunes enfants de cinq à dix ans £ ils sont étonnamment éveillés, vivants, gais. Cela exprime certainement quelque chose. Les jeunes qui sont au travail ou qui étudient sont ouverts sur le monde, conscients de la dimension internationale des problèmes, prêts à s'engager pour une cause qui ne soit pas matérialiste. De même, nous assistons actuellement à un redressement de la courbe démographique. C'est l'indice d'un profond mouvement qui s'amorce et s'anime dans notre société. Rien ne serait plus heureux pour moi - bien plus que n'importe quel résultat électoral - que l'apparition de cette lueur positive en France ! Une nouvelle civilisation, qui rassemblerait les Français et les rendrait heureux de vivre ensemble.

- Vous avez souvent employé le mot "ensemble" dans cet entretien.

- LE PRESIDENT.- Intentionnellement. C'est une clé de notre avenir : vivre, et agir ensemble.\